

## Citoyennetés sous tension Politiques sociales et luttes économiques en Tunisie dans une perspective comparée

Amin Allal

Alors que depuis 2011, au Maghreb, de multiples « luttes sociales » se succèdent, aucun programme de recherche transversal ne prend à bras le corps la question de la centralité politique du travail ; c'est-à-dire celle des recompositions des rapports au politique, en lien avec le travail effectué ou escompté. L'objectif de ce programme est précisément de repenser les formes de représentation des travailleurs, de saisir les rapports entre monde du travail et champ politique, de penser les tensions de la citoyenneté. Il vise, en effet, à examiner les mutations contemporaines des rapports au politique pour des sujets fortement dépendant d'une activité économique centrale. Partant des relations conflictuelles (protestations collectives, contre-conduites individuelles, etc.) mais aussi plus « ordinaires » ou routinières (rapport au patronat local, à l'administration ou à différentes agences publiques), j'étudie l'émergence des formes de citoyenneté dans ces contextes maghrébins.

\*\*\*

While since 2011, in the Maghreb, multiple « social struggles » have been taking place one after the other, no cross-cutting research programme has tackled the issue of the political centrality of work: i.e. the recomposition of relation to the policy, in relation to the work carried out

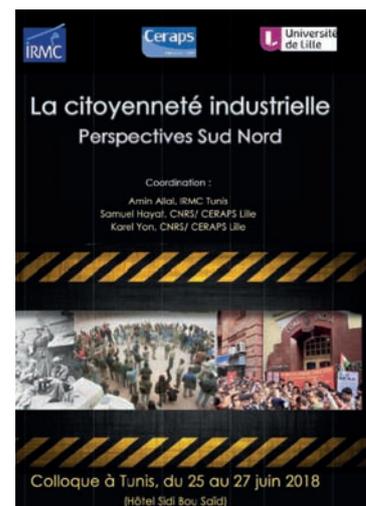
or expected to be carried out. The aim of this programme is precisely to rethink the forms of worker representation, to grasp the relationship between the world of work and the political field, to think about the tensions of citizenship. Starting from conflictual relations (collective protests, individual counter-conduct, etc.) but also more « ordinary » or routine (relationship with local employers, the administration or various public agencies), I study the emergence of forms of citizenship in these Maghreb contexts.

\*\*\*

رغم تتالي الصراعات الاجتماعية في البلدان المغاربية لم يول أي مشروع بحث الأهمية الكافية للعمل كمسألة سياسية مركزية. بمعنى أدق، لم تعنى عديد الدراسات بفهم التحولات التي يشهدها السلوك السياسي للأفراد في علاقة بالمنظومة التشغيلية، الموجود منها والمنشود على حد السواء. الهدف الأساسي لهذا العمل هو التفكير في أشكال تمثيلات العمال والتمحص في العلاقات التي تصل عالم الشغل بالحقل السياسي. يهدف هذا العمل أيضا إلى المساهمة في التفكير في التغييرات الكبرى التي تسم السلوكيات السياسية للأفراد المرتبطين في حياتهم اليومية بنشاط إقتصادي مركزي. إنطلاقا من العلاقات المتناقضة (احتجاجات جماعية، تمردات فردية) لكن أيضا من سلوكيات أكثر رتابة (العلاقة بربوب الأعمال المحليين، بالإدارة أو بالمؤسسات العمومية)، أتناول بالدرس ظهور أشكال المواطنة في الفضاء المغاربي.

### Présentation générale

Pour aborder ces questions de façon comparative, nous avons, avec deux collègues du CNRS, Karel Yon et Samuel Hayat, pris l'initiative de créer un réseau pour encourager les échanges entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Grâce à cette équipe internationale, ont notamment été organisés un colloque international les 24-26 juin 2018 à Tunis <sup>1</sup>, plusieurs séances de séminaires et ateliers (notamment lors du congrès de l'Association Française de Science Politique à Bordeaux les 2 et 3 juillet 2019).



Le projet « Redécouvrir la citoyenneté industrielle : passés et présents des relations entre travail et politique (2019-2022) » <sup>2</sup> a obtenu un financement de la part de l'ANR qui a permis le lancement

d'enquêtes et ateliers de travail. D'ailleurs, une enquête sur le déploiement d'une multinationale au Nord (Espagne et France) comme au Sud (Maroc, Tunisie) est actuellement en cours. Menée par huit membres de l'équipe, elle permettra de comparer les situations industrielles françaises, espagnoles marocaines et tunisiennes. Un atelier a été programmé les 6 - 10 juillet 2020, à l'occasion du congrès de l'Association Internationale de Sociologie de Langue française à Tunis.

Premier *output* de ce travail, le numéro « Mondes du travail : mutations et résistances »<sup>3</sup> de la revue *Confluences Méditerranée*, que j'ai codirigé avec Elisabeth Longuenesse et Michele Scala, est paru en 2019.

Ce programme de recherche reprend à son compte l'analogie fondatrice de la citoyenneté politique qui lie les citoyens à un État, pour la redéployer sur les problématiques du travail. Il ne s'agit pas d'en donner une vision enchantée, bien entendu, mais au contraire, de s'appuyer sur les ressources que donne l'étude critique du rapport entre les États et « leurs citoyens », pour enrichir le regard sur les rapports de travail et les rapports des travailleurs aux différentes autorités constituées. Cette analogie permet de mettre en lumière trois éléments qui constituent autant de sous-axes du programme de recherche.

## Trois sous-axes de recherche

### *Appartenances au travail*

Cette analogie de la citoyenneté indique que la relation de travail passe toujours par la constitution de collectifs, de communautés, de corps. Les individus y sont, certes, des sujets de droit, mais

toujours définis par des relations d'appartenance à une communauté de production, mais aussi au territoire d'implantation de cette communauté, à la galaxie constituée par les chaînes de dépendance entre les travailleurs, leurs entreprises et d'autres, *etc.* Depuis 2015, je coordonne un travail en réseaux sur ces questions avec des collègues d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

### *Sujétion et citoyenneté*

Les individus, membres de ces collectifs créés par la relation de travail, sont, vis-à-vis de lui et des autorités diverses qui le créent comme corps, dans un rapport de sujets. Tout d'abord, ils y sont assujettis, c'est-à-dire dans un rapport de sujétion aux règles de ce corps mises en œuvre par ces autorités. Pour autant, ils sont dotés d'une certaine capacité d'action. De ce point de vue, l'analogie de la citoyenneté industrielle ouvre vers l'étude des formes de participation, de contestation mais aussi de représentation, de délégation, d'obligation que connaissent les travailleurs vis-à-vis de leur travail et des autorités auxquelles ils sont soumis en tant que travailleurs. Nous avons posé de premiers jalons analytiques sur cette question, en interrogeant de façon comparative la notion d'économie morale, grâce à l'ouvrage collectif, *Quand l'industrie proteste. Les fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*<sup>4</sup>.

### *Les normes et règles de la citoyenneté*

Enfin, par « citoyenneté industrielle », l'accent est mis sur le fait que ces formes d'appartenance, de sujétion et de participation sont éminemment réglées, normées. Les relations de production sont organisées par des règles de droit,

des règlements intérieurs, des accords, une pratique usuelle de ces normes, parfois des coutumes. Et ces règles sont, comme dans la citoyenneté politique, à la fois le cadre et l'enjeu des relations entre travailleurs et entre les travailleurs et les autorités qui s'imposent à eux.

Ces trois entrées permettent de saisir, dans leur continuité, les rapports multiples qui organisent le processus de travail et l'inclusion des travailleurs comme groupe de sujets, à la fois soumis et agissants dans une communauté de travail réglée et normée. La recherche se déploie en plusieurs études de cas. À ce stade, nous avons avancé (individuellement mais aussi avec une équipe maghrébine constituée) sur l'enquête de terrain dans différentes régions sélectionnées (Kasserine, Gafsa, Grand Tunis, mais aussi Ghardaïa en Algérie et Tanger au Maroc). Je mène, depuis trois ans, des investigations, par observations *in situ* et par entretiens dans plusieurs gouvernorats sur des situations de travail contemporaines, notamment des usines qui ont connu des mobilisations ces dernières années, mais aussi plus anciennes (travail d'archives sur le fonds de la Compagnie des Phosphates de Gafsa).

1. Les actes de colloque sont en cours de publication dans la revue *Critique Internationale*.

2. Projet IRMC mené en partenariat avec le laboratoire CERAPS et l'Université de Lille.

3. ALLAL Amin, SCALA Michele, LONGUENESSE Elisabeth, 2019, « Mondes du travail : mutations et résistances », *Confluences Méditerranée*, n° 111.

4. ALLAL Amin, CATUSSE Myriam, BADIMON Montserrat Emperador, 2018, *Quand l'industrie proteste. Les fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Res Publica ».